

CONTRIBUTION DE LOIC ALRAN AU DEBAT SUR L'AUTOROUTE

Le premier concept qui vient à l'esprit lorsqu'on évoque le projet d'autoroute CASTRES/MAZAMET - TOULOUSE est bien évidemment le désenclavement. Il ne viendrait en effet à l'idée de personne, qui ne soit aveuglée par telle ou telle idéologie, de contester la nécessité impérieuse de désenclaver le bassin sud tarnais.

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste de l'aménagement du territoire pour constater que la construction d'une autoroute apporte un développement économique certain. Le constat objectif du déséquilibre qui est en train de se créer entre l'Est et l'Ouest ou encore entre le Nord et le Sud du Tarn du fait de l'autoroute réalisée entre TOULOUSE et ALBI est à lui seul révélateur.

Or, l'équilibre économique du bassin sud tarnais apparaît fragile car reposant en partie sur des industries menacées (textile, granit, cuir) ou un grand groupe dont le déménagement serait fatal pour notre région. C'est précisément la raison pour laquelle l'apport économique que pourrait constituer l'arrivée de l'autoroute est fondamental pour ce bassin.

Ceux qui soutiennent que le sud-tarnais n'a pas besoin d'être désenclavé au prétexte que cette région pourrait parfaitement rester rurale par opposition à l'agglomération régionale oublient peut-être un peu vite l'enjeu social que représente le développement économique.

On entend souvent dire que l'autoroute serait la « chose » du groupe Pierre Fabre ou des entrepreneurs tarnais mais ce ne sont pas les chefs d'entreprise ou les professions libérales qui auraient le plus à souffrir d'une mise à l'écart de notre bassin du développement économique régional.

Les plus vulnérables seraient à n'en pas douter les nombreux employés des secteurs traditionnels qui auraient le plus grand mal à s'adapter à une aggravation significative de la situation économique du bassin.

S'il est envisageable en effet pour une personne diplômée ou expérimentée de déménager ou d'orienter tout ou partie de son activité vers Toulouse et d'adapter sa carrière professionnelle aux changements imposés par une dégradation structurelle de l'économie, la réciproque est certainement beaucoup moins vrai pour un employé d'usine textile ou de carrière de granit.

Or, d'après les acteurs économiques de ces secteurs, il semble malheureusement à peu près certains que ces industries traditionnelles s'orientent sinon vers un déclin, du moins vers une baisse significative de la main d'œuvre qui paraît inévitable dans le contexte de délocalisation industrielle que nous connaissons.

Certes, on objectera que l'autoroute ne va pas permettre d'enrayer ce phénomène, ce qui est probablement exact. Néanmoins, il suffit de constater le nombre d'entreprises qui s'installent à proximité des autoroutes, pour prédire, sans trop d'erreur, que la construction de l'autoroute CASTRES/MAZAMET - TOULOUSE drainerait à tout le moins l'implantation de nombreux établissements sinon de sièges sociaux.

Ces nouvelles implantations amèneraient nécessairement la création d'emplois ne nécessitant pas des qualifications trop élevées qui représenteraient autant d'opportunités pour permettre aux employés des industries traditionnelles de rebondir.

Notre bassin dispose en outre de réserves foncières importantes qui contrastent avec la saturation de l'agglomération toulousaine. Malheureusement, il est un fait que, sans voie de communication rapide et sécurisée, rares sont les personnes qui acceptent de s'expatrier de cette agglomération.

Ainsi, la construction de l'autoroute permettrait à n'en pas douter l'afflux de nouveaux habitants et, par voie de conséquence, le développement du secteur de la construction qui, comme chacun sait, est particulièrement générateur de croissance. La seule constatation de l'augmentation sensible des permis de construire dans les communes desservies par l'autoroute confirme ce phénomène.

De même, le commerce de proximité, particulièrement sensible à la dégradation de notre situation économique, se trouverait dynamisé par ces nouveaux arrivants dont le pouvoir d'achat est souvent important.

Au-delà de l'apport économique pour notre bassin, la construction de l'autoroute semble positive pour l'aménagement du territoire en Midi-Pyrénées tant il paraît impératif de ne négliger aucune mesure qui permettrait un désengorgement de l'agglomération toulousaine.

Bien sûr, on peut toujours objecter que d'autres pôles reliés à la métropole régionale par une autoroute existent déjà. Mais, le respect du principe d'Égalité qui gouverne notre République impose de ne pas pénaliser notre bassin par rapport aux autres.

A ce sujet d'ailleurs, il serait intéressant de s'interroger sur le nombre de bassin d'emplois en France, de taille comparable au nôtre, qui ne sont toujours pas reliés, en 2009, à une métropole régionale par une liaison routière de qualité.

Reste la question de l'aménagement éventuel de la RN 126 qui permettrait effectivement d'aboutir au même résultat en terme de désenclavement avec l'avantage de la gratuité en plus. Néanmoins, la DREAL indique clairement que cet aménagement n'est pas envisageable à bref délai demeurant la complexité des études à mener ainsi que la question de son financement dans un contexte de raréfaction des fonds publics.

D'après les représentants de l'Etat, un tel projet ne pourrait pas aboutir avant 2025, et encore. La seule question est de savoir si la situation économique préoccupante vers laquelle nous nous orientons peu à peu nous permet d'attendre encore pendant quinze années ce que nous attendons déjà depuis trente ans.

La réponse est assurément négative : laisser les déséquilibres qui se créent déjà plusieurs années sur le département du Tarn s'accroître pendant 15 ans ou plus rendrait la situation irrémédiable, sans compter que nous n'avons aucune assurance que les crédits nécessaires à la réalisation des travaux pourraient être un jour débloqués.

Nous ne pouvons donc être privés de notre droit au désenclavement routier que nous pensons légitime après plusieurs années d'attente, ni au prétexte d'intérêts privés (ceux qui vont subir la présence de l'autoroute), certes légitimes, mais qui doivent céder face à l'intérêt général des 150.000 habitants du bassin, ni au prétexte de positions idéologiques marginales et éloignées de la réalité économique et sociale de notre petit pays.

Nous disposons de tous les atouts pour assurer la réussite de la reconversion de notre bassin avec la réserve foncière du Causse, la boucle numérique, la technopole, la présence d'une main d'œuvre de qualité etc... Il ne nous manque plus que le détonateur : le désenclavement routier qui passe nécessairement par l'autoroute puisque toute autre solution serait trop lointaine et trop incertaine.

Loïc ALRAN
Pont de l'Arn